



IDRC  CRDI

LES PARTENARIATS SIGNES DE PROGRÈS



Canada

TABLE DES MATIÈRES

LES PARTENARIATS, SIGNES DE PROGRÈS

- 1 | **Le message de la présidente**
Une collaboration sous le signe de la découverte mutuelle et de la gratification réciproque
- 4 | **En parfaite intelligence avec les bénéficiaires**
Les avantages de la collaboration
- 8 | **L'alliance avec d'autres donateurs**
Exploiter les forces de chacun
- 12 | **Le Canada et le Sud dans une aventure commune**
La nécessaire réciprocité en matière de recherche
- 16 | **Les chercheurs du Sud unissent leurs forces**
S'entendre pour préparer l'avenir

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Dawn Agno, p. 13
LEAD International, p. 14 (haut)
PhotoDisc, Inc., couverture (centre gauche)

Photos de l'ACDI

Roger Lemoyne, p. 12
Bill Lyons, p. 10
Pat Morrow, couverture (inférieure gauche)
Pierre St-Jacques, p. 4
Ron Watts, p. 11

Photos du CRDI

David Barbour, pp. 8, 9 (haut)
Peter Bennett, pp. 6 (bas), 7, 16, 17, 19
Stephanie Colvey, p. 20
Kevin Conway, pp. 15
C. Harris, couverture (supérieure et inférieure droite)
IDRC, pp. 1, 5
C. Mayo, p. 9 (bas)
Neil McKee, pp. 18
Jennifer Pepall, p. 6 (haut)
C. Sander, p. 14 (bas)
D. Sing, couverture (supérieure gauche)

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une société d'État créée par le Parlement du Canada en 1970 pour aider les pays en développement à trouver, par la recherche scientifique et l'utilisation du savoir, des solutions viables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face. L'appui du CRDI sert en particulier à consolider la capacité de recherche indigène afin d'appuyer les politiques et les technologies susceptibles de contribuer à l'édification, dans les pays du Sud, de sociétés plus saines, plus équitables et plus prospères.

LES PARTENARIATS, SIGNES DE PROGRÈS



LE MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

*Une collaboration sous le signe de la découverte
mutuelle et de la gratification réciproque*

Au cœur des bouleversements et des changements qui ont caractérisé les trente dernières années, le CRDI n'a jamais perdu de vue son véritable objectif : favoriser la capacité

des pays en développement d'explorer, de comprendre et d'améliorer leur avenir. L'apport du Centre au développement a un caractère bien particulier : il aide à engendrer le savoir — le savoir sur lequel doivent reposer les stratégies de développement économique et social qui profitent avant tout aux pauvres. Et, depuis sa création en 1970, le CRDI a toujours compris que la recherche pour le développement était une œuvre de collaboration.

De fait, les meilleures recherches pour le développement attestent la conviction que ceux et celles qui connaissent bien les besoins et les aspirations de leur collectivité sont les mieux placés pour concevoir et mener les projets de recherche. En conjuguant ressources et sagesse dans de nouvelles alliances comme dans des partenariats qui ont fait leurs preuves, le CRDI aide à créer de nouvelles avenues de recherche — et à obtenir de meilleurs résultats — dans les pays en développement.

Mais c'est un postulat plus profond qui sous-tend la confiance renouvelée du CRDI dans les partenariats. En principe, les gens de quelque pays qu'ils soient ont le droit de se prononcer sur les décisions qui gouvernent leur vie. Et, pour prendre tout son sens, la participation doit reposer sur le savoir. Il faut que les gens sachent quelles sont les réalités inéluctables qui président aux choix concrets. Ils doivent aussi savoir ce qu'est la saine gouvernance : un processus décisionnel ouvert, efficace et démocratique. Le CRDI appuie la recherche qui permet de faire des choix éclairés, plus équitables et plus productifs.

Ce genre de recherche est, par nature, une entreprise de collaboration — englobante, transparente et qui s'efforce toujours d'orienter les retombées vers les populations les plus pauvres des pays pauvres. Voilà pourquoi nous nous faisons tout naturellement les défenseurs et les spécialistes de réseaux mondiaux, la nouvelle dynamique de la gouvernance. Ces réseaux, qui se multiplient, rassemblent gouvernements et milieu des affaires, universitaires et législateurs, organisations non gouvernementales et militants communautaires, ainsi que les institutions internationales, tous réunis en coalitions formées spécialement pour la défense d'une cause commune. Certains réseaux se consacrent entièrement à la recherche; d'autres cherchent à concilier des intérêts divers par l'élaboration de nouvelles et de meilleures politiques publiques. Ils font des adeptes dans tous les pays, débordent les frontières traditionnelles des intérêts économiques, des disciplines universitaires ou des allégeances politiques. Tenant davantage de la trame que du système



hiérarchique, un réseau bien implanté et qui porte fruit non seulement favorise la participation ouverte et équitable, mais facilite en outre l'interaction entre la recherche perspicace et les applications pratiques.

Voilà le genre de partenariats que le CRDI a toujours encouragés. À bien des égards, ils incarnent les valeurs et les recommandations prônées dès 1969 par la Commission d'étude du développement international, présidée par Lester B. Pearson. Le rapport de

Les dix principes du partenariat

Pour le CRDI, le partenariat consiste en une relation fondée sur une vision commune et sur le respect mutuel qui traite en toute équité des questions de propriété et de contrôle; qui reconnaît pleinement les contributions de chacun des partenaires; qui prend explicitement acte des droits et des obligations réciproques ainsi que de la reddition des comptes; et qui s'exprime dans l'ouverture, la transparence et la collégialité.

Les partenariats du CRDI se fondent sur les principes suivants :

1. **Une vision commune** : Pour être efficace, la collaboration exige une communauté d'intentions et un véritable échange intellectuel. Les partenaires doivent avoir une même vision de la valeur de la recherche, des objectifs visés, des résultats possibles et de la justesse de la méthodologie.
2. **La propriété conjointe** : Le protocole de recherche doit être élaboré conjointement et la division des tâches, clairement établie et conforme aux besoins de tous les partenaires.
3. **Le contrôle partagé** : Les partenaires du Sud doivent pouvoir assumer la responsabilité de la gestion du projet et des fonds, innover, expérimenter et apprendre.
4. **L'obligation mutuelle de rendre compte** : Il faut mettre en place un mécanisme permettant à tous les partenaires de surveiller conjointement le rendement et d'en rendre compte.
5. **Un engagement soutenu** : Les partenaires doivent maintenir leur appui pour toute la durée des travaux et, en confirmant leur sérieux et leur attachement au projet, bâtir des relations solides.
6. **L'adaptabilité et la polyvalence** : Les partenaires doivent s'adapter aux circonstances et être en mesure d'assurer tous les services de soutien à la recherche.
7. **L'efficacité des communications** : Les partenaires doivent communiquer l'information ouvertement, en temps opportun et dans un esprit de collégialité, tout en respectant la culture, les ressources et les points de vue de chacun.
8. **La simplicité administrative** : Les partenaires doivent simplifier, réduire, mettre à jour et harmoniser leurs règles administratives.
9. **La coordination des efforts** : Les partenaires doivent communiquer avec les autres parties intéressées – et forger des alliances avec elles – pour éviter que les institutions de recherche du Sud ne soient soumises à des demandes contradictoires ou inutiles et pour aider à mobiliser des ressources additionnelles.
10. **Un suivi efficace** : À la fin du projet, les partenaires doivent prendre les moyens qui s'imposent pour diffuser les résultats de la recherche, en favoriser l'utilisation et bâtir de nouveaux partenariats qui permettront de poursuivre les travaux.

la Commission, *Vers une action commune pour le développement du tiers-monde*, qui a fait époque, insistait sur l'importance de l'interdépendance planétaire et sur les vertus pratiques de la coopération multilatérale. La Commission a aussi fait valoir l'importance capitale que revêt le renforcement des capacités des pays en développement pour la détermination et la concrétisation de leurs possibilités. (L'année suivante, M. Pearson devenait président-fondateur du CRDI; quant aux préceptes de *Vers une action commune*, le Centre en a fait son credo.)

Nous devons à la franchise une mise en garde, toutefois. Le terme partenariat et ses synonymes ont trop souvent été malmenés par le passé, employés par euphémisme pour masquer les injustices et les désavantages bien réels dont les pays pauvres sont victimes lorsqu'ils traitent avec les pays riches. Un véritable partenariat suppose une collaboration sous le signe de la découverte mutuelle et de la gratification réciproque. Pour le CRDI, les partenariats ont plus d'une fois payé de retour, car il y a gagné de nouvelles connaissances, des coalitions neuves et productives, une crédibilité plus solide et un remarquable effet multiplicateur des crédits annuels que lui accorde le Parlement du Canada. Les avantages politiques et économiques à long terme qu'en retire le Canada sont inestimables.

La démarche du CRDI à l'égard des partenariats — et la primauté qu'il donne à la saine gouvernance — est manifeste dans son Plan quinquennal 2000-2005. Le Centre a redoublé d'efforts pour rendre les résultats de la recherche plus aisément disponibles et plus pertinents pour le plus grand nombre d'utilisateurs : collectivités locales, gouvernements, scientifiques, ONG, donateurs, notamment. Le CRDI se concentre sur trois grands domaines de programme : l'équité sociale et économique, une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles et un accès plus équitable aux technologies de l'information et de la communication afin de combler le fossé numérique qui désavantage les pauvres.

Au Canada, le Centre cherche plus que jamais à étendre sa collaboration avec ses partenaires nationaux — en particulier avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. En outre, il estime que la formation d'alliances plus étroites entre les chercheurs du Sud et le milieu canadien de la recherche serait riche de possibilités. À titre d'exemple : le CRDI est chargé du lancement de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques dont la création a été annoncée par le premier ministre Jean Chrétien lors du Sommet des Amériques 2001.

La contribution du CRDI à ces objectifs dépend essentiellement du talent et de la créativité de ses partenaires. Elle dépend aussi des fonds disponibles. Le CRDI a, en étroite collaboration avec l'ACDI et d'autres organismes, sollicité une hausse réelle de l'Aide publique au développement (APD) et l'augmentation des crédits que le Centre reçoit du Parlement. Il continue aussi de prendre part aux discussions sur l'amélioration du processus d'attribution de l'APD, afin de pouvoir y jouer un rôle plus actif et judicieux.

En somme, pour le CRDI, une meilleure compréhension des partenariats par les instances internationales constitue un précieux instrument de recherche pour le développement. Cette collaboration renforce la propre capacité du Centre de favoriser la recherche, avec ses partenaires, dans l'intérêt des populations pauvres des pays pauvres. Qui plus est, les nouveaux réseaux de collaboration aident à donner aux gens du Sud les moyens de mieux comprendre les choix qui s'imposent et de faire progresser chez eux le développement durable et démocratique.

La présidente,
Maureen O'Neil



4

EN PARFAITE INTELLIGENCE AVEC LES BÉNÉFICIAIRES

Les avantages de la collaboration

Le CRDI appuie la recherche dans le Sud; c'est là sa fonction première. Mais dans le cas du Centre, « appui » veut dire plus que financement. Cela signifie travailler en partenariat avec les bénéficiaires de subventions à la réalisation d'un objectif commun, celui de mettre la recherche au service de la société dans le monde en développement.

La relation de collaboration entre le personnel du CRDI et les bénéficiaires est un élément capital des partenariats du Centre. Les administrateurs de programmes entretiennent des liens étroits avec les chercheurs et les font profiter de leur savoir, de leur expertise et de leur expérience. Par exemple, ils les aident à élaborer des propositions de recherche, leur transmettent la documentation pertinente, leur fournissent le nom de personnes-ressources, proposent des activités de formation et se rendent sur le terrain pour suivre l'évolution des projets. La collaboration se poursuit également sur le plan institutionnel : le CRDI travaille avec des organisations du Sud afin de les aider à renforcer leurs capacités techniques et administratives.

À première vue, les partenariats entre le CRDI et les bénéficiaires semblent fondés sur une approche pratique de l'aide au développement. Mais, en fait, comme les exemples suivants le démontrent, le Centre cherche surtout prêter main-forte aux chercheurs du Sud pour qu'ils puissent plus facilement effectuer leurs propres recherches sur leurs problèmes de développement. Une évaluation d'anciens chargés de projet du CRDI indique que ce soutien non monétaire aide les chercheurs à se perfectionner, à poursuivre leurs recherches selon leurs priorités et à exercer une influence sur la politique publique. « Le CRDI aime voir les gens voler de leurs propres ailes », explique un des chargés de projet. « Il leur montre comment faire, puis les laisse aller ! »

L'INTERNET ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Bien qu'elles aient rapidement adopté l'Internet pour leurs activités quotidiennes, les organisations de la société civile (OSC) d'Amérique centrale peuvent difficilement en mesurer les effets sur leur travail. Cette technologie étant passablement récente, il n'existe pas de méthode standard pour en évaluer l'incidence sur les organisations. Or, puisque l'Internet peut être un puissant agent de changement, de telles évaluations sont essentielles pour en déterminer l'utilisation. « L'Internet peut avoir des répercussions négatives sur la société civile », constate Ricardo Gómez, administrateur de programmes du CRDI. « Il peut aider à construire une société plus forte, mais il peut aussi l'isoler davantage. »



Gómez a participé à l'élaboration d'un projet de recherche dans six pays, en collaboration avec la Fundación Acceso, un organisme sans but lucratif qui s'attache à consolider les OSC dans les pays de l'Amérique centrale. Les chercheurs ont combiné sondages, études de cas et entrevues pour évaluer l'incidence de l'Internet sur plus d'une centaine d'organisations de la région. Gómez a apporté une importante contribution au projet, notamment en participant à la conception de la recherche et à l'élaboration du cadre d'analyse.

« L'appui du CRDI ne se mesure pas seulement en termes de ressources financières, mais par la participation continue de son personnel aux discussions sur les objectifs, la méthodologie, les difficultés et les leçons à tirer du projet », explique Kemly Camacho, coordinatrice du projet à la Fundación Acceso. « C'est par ce genre de collaboration avec nos pays que le Centre se distingue des autres donateurs internationaux. »

Les résultats de l'étude sont présentés dans *l'Internet... pour quoi faire ?*, document rédigé conjointement par Ricardo Gómez et Juliana Martínez de la Fundación Acceso. L'ouvrage fait valoir que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication doit contribuer au progrès social. [www.acceso.or.cr]

« PLANIFIER, C'EST CHOISIR »

— JULIUS NYERERE, 1965

D'un bureau d'attache de Dar-es-Salaam, le personnel du CRDI met à l'essai, avec ses collègues du ministère de la Santé de la Tanzanie, une approche novatrice pour décentraliser la planification et la prestation des services essentiels de santé. Derrière le Projet d'interventions essentielles en santé en Tanzanie (PIEST), il y a la volonté d'améliorer la santé, non pas en dépensant plus d'argent, mais en planifiant mieux les dépenses, pour affecter les sommes là où l'on en a le plus besoin. Le PIEST démontre que, grâce à l'intégration de la recherche et du développement, les équipes de gestion de la santé de deux districts peuvent élaborer des plans locaux, selon les renseignements obtenus sur place, plutôt que de mettre en œuvre des programmes qui leur seraient imposés d'en haut. « La valeur du projet réside

dans le renforcement des capacités », souligne le docteur Peter Kilima, ancien directeur des Services de prévention et collaborateur de longue date au PIEST. « La formation [...] a permis de rassembler les moyens nécessaires pour planifier, fixer les priorités et répartir les ressources. C'est un atout précieux auquel on continuera d'avoir recours, même quand le PIEST aura cessé d'accorder son aide aux districts. »

Initiative conjointe du CRDI et du ministère de la Santé de la Tanzanie, le PIEST s'inscrit dans la foulée des réformes visant à améliorer l'efficacité des services de santé et l'accessibilité à ces services dans tout le pays. [www.idrc.ca/ehip]



6 LES RÉSEAUX : DES PARTENARIATS ACTIFS

Les réseaux de recherche sont un autre exemple de partenariats actifs. Dès sa création, le CRDI a fait du réseautage le point central de sa philosophie et de ses activités, reconnaissant explicitement que le développement, et la recherche pour le développement, sont nécessairement des activités conjointes. Depuis nombre d'années, le CRDI travaille intensément avec des réseaux : il leur apporte un important soutien intellectuel et investit dans le réseautage entre 25 et 30 p. 100 de ses crédits.

Le point de vue asiatique

De ses six bureaux régionaux, le CRDI garde l'œil ouvert pour mieux comprendre les besoins en matière de développement et de recherche dans le Sud. À Singapour, le personnel du Bureau régional de l'Asie du Sud-Est et de l'Est a formé, en 1997, un réseau composé de chercheurs rompus à la politique asiatique et de gestionnaires nationaux de projets de recherche pour organiser la réflexion sur les principaux enjeux du développement dans cette région : la crise économique en Asie; les réformes de la sécurité sociale; le vieillissement de la population et les soins de longue durée; la libéralisation de l'agriculture et la sécurité alimentaire; et le rôle du capital social. L'Asian Development Research Forum



(Forum sur la recherche pour le développement en Asie — ADRF), qui compte maintenant 80 membres, est dirigé par un comité d'orientation dont la présidence relève de l'Université de Malaya. Il a tenu sa quatrième assemblée générale en juin 2001 à Singapour, avec l'appui du Thailand Research Fund et de l'Institute of Southeast Asian Studies de Singapour. Des groupes de travail ont défini les principaux thèmes de cette assemblée — l'intégration économique, le vieillissement, la gestion des conflits dans le domaine de l'environnement — tous d'un point de vue asiatique. Par la

collaboration et le réseautage, les membres du Forum espèrent modifier les programmes de recherche nationaux et accroître l'incidence de la recherche sur les priorités de développement. [www.adrf.org]

Unir les efforts en matière d'agriculture et de gestion des ressources naturelles

L'Afrique subsaharienne, qui pourtant dépend beaucoup de l'agriculture, compte relativement peu de chercheurs en ce domaine. Au milieu des années 1990, par exemple, les instituts nationaux de recherche agricole de dix pays n'employaient que 2 300 scientifiques, soit à peu près le même nombre qu'en employait, à elle seule, l'Indonésie. Ayant entrevu la possibilité de mobiliser les capacités de recherche par la collaboration régionale, le CRDI a joué un rôle de premier plan dans la création, en 1994, de l'Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa (Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est et centrale — ASARECA). Cette association, qui œuvre dans dix pays, vise à consolider la recherche agricole dans la région et à en accroître l'efficacité, ainsi qu'à faciliter la croissance économique, la sécurité alimentaire et la compétitivité dans le domaine des exportations par une agriculture écologiquement viable. Le CRDI a participé aux consultations et aux études qui ont mené à la création de l'ASARECA et siégé au groupe de travail qui en a conçu le mode d'organisation. Il continue d'appuyer les programmes de l'ASARECA, comme plusieurs autres donateurs, et travaille avec elle pour axer les recherches sur la gestion des ressources naturelles, la sexospécificité et l'élaboration des politiques. [www.asareca.org/]

7





8

L'ALLIANCE AVEC D'AUTRES DONATEURS

Exploiter les forces de chacun

S'il y a une chose que trente années de soutien à la recherche nous ont apprise, c'est bien l'immense complexité des problèmes de développement. Il n'existe pas de solutions simples à la perte de la biodiversité, à la surexploitation des ressources naturelles au détriment des populations pauvres et marginalisées ou aux inégalités engendrées par la mondialisation du commerce. Pourtant, nous ne pouvons pas ignorer ces problèmes. Là où il était clair qu'il fallait intervenir mais que les organisations en place ne suffisaient pas à la tâche, le CRDI a souvent appelé à l'aide d'autres institutions donatrices. Les secrétariats internationaux, dont beaucoup logent au CRDI, sont un des mécanismes par lequel le Centre mobilise les ressources humaines et financières nécessaires pour s'attaquer aux grands problèmes. Des comités directeurs indépendants, dont les membres proviennent des institutions partenaires et de la communauté des chercheurs du Sud, veillent à la bonne orientation des programmes de recherche et à la rationalisation des opérations. Il en résulte, en fin de compte, une plus grande efficacité des institutions donatrices et une réduction des programmes inutiles et des coûts.

Le CRDI a également trouvé des partenaires tout disposés à appuyer des projets financés par ses initiatives de programme : ce sont les équipes multidisciplinaires, internationales, qui assument la plupart des fonctions de soutien de la recherche. Ces équipes sont l'un des nombreux mécanismes par lesquels, au cours de son histoire, le CRDI s'est efforcé de mettre plus de ressources à la disposition de chercheurs du Sud. Le développement est une entreprise ardue et aucune formule ne saurait, à elle seule, tout résoudre. Nous ne pouvons pas nier non plus que le resserrement des budgets — une réalité pour bien des organismes subventionnaires — a incité le CRDI à élargir ses sources de financement.

« Cependant, » explique Alain Berranger, directeur de la Division des partenariats et du développement des affaires, « le CRDI fait bien comprendre à ses partenaires et à tous ceux qui pourraient le devenir qu'il ne veut pas être perçu comme un simple bailleur de fonds. Il est dans son intérêt et de sa responsabilité de leur expliquer qu'il doit être considéré

comme un véritable partenaire qui s'associe à ses homologues du Sud, et à beaucoup d'autres, depuis l'élaboration du projet jusqu'à l'évaluation finale des résultats. »

Le message semble avoir été compris puisque les ressources de l'extérieur du CRDI comptent maintenant pour le quart de ses dépenses de programme. Avec l'arrivée constante de nouveaux acteurs désireux de contribuer à la diffusion et à l'application des résultats des recherches, estime Alain Berranger, le CRDI pourra étendre ses partenariats avec les donateurs et le secteur privé. Une mise en garde s'impose, toutefois.

« Il faut que ces partenariats concordent avec les priorités du CRDI et l'orientation de ses programmes », affirme Berranger. « Néanmoins, quand on voit avec quelles institutions le Centre s'associe, on constate qu'il y a beaucoup de complémentarité entre elles et une réelle valeur ajoutée à notre travail commun. »

Les exemples suivants corroborent cette affirmation.

UNE AMITIÉ DE LONGUE DATE

Depuis une vingtaine d'années, le CRDI et la Fondation Ford ont travaillé ensemble à plus de 100 projets dans tous les domaines, depuis l'économie politique jusqu'à la reconstruction sociale. Ils renouvellent en quelque sorte leur alliance grâce à l'étroite relation de travail qu'entretiennent leurs présidents respectifs et à un rapprochement entre leurs bureaux régionaux.

- ✦ Au Caire, en Égypte, le bureau local de la Fondation Ford collabore avec le CRDI pour créer un fonds de recherche régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord visant à trouver des moyens d'améliorer la santé humaine par une meilleure gestion de l'écosystème. Ce fonds permettra de constituer une expertise locale en Écosystèmes et santé humaine, une méthodologie que le CRDI a aidé à mettre au point.



- ✦ Par l'entremise de leurs bureaux de New Delhi, en Inde, le CRDI et la Fondation Ford explorent de nouvelles mesures pour favoriser la culture et l'utilisation durable et équitable des plantes médicinales et aromatiques en Asie. Ces plantes, dont la survie est menacée par la surexploitation, jouent un rôle important dans les soins de santé primaires de la région ainsi que dans les pratiques médicales traditionnelles, telles que l'ayurveda.

VISION COMMUNE, ENTREPRISES COMMUNES

Le CRDI collabore très activement avec la Direction générale de la coopération internationale du ministère néerlandais des Affaires étrangères. Les Pays-Bas sont, en effet, le plus important cosubventionnaire non canadien du Centre. Ce pays de quelque 16 millions d'habitants est bien connu pour sa contribution au développement humain. Il est l'un des rares à consacrer plus de 0,7 p. 100 de son produit national brut à l'aide au développement (trois autres pays seulement dépassent cet objectif de 0,7 p. 100 fixé par les Nations Unies) — soit l'équivalent de plus de 4,5 milliards \$ par an. Voici deux de ses plus importants domaines de collaboration avec le CRDI :

- # **Le Secrétariat d'appui institutionnel à la recherche économique en Afrique** (SISERA). Logé au bureau régional du CRDI à Dakar, au Sénégal, le SISERA fournit un soutien technique et financier à des institutions de recherche économique africaines. Il a pour tâche de constituer un groupe d'élite d'économistes africains dont les recherches inspireront les décideurs et permettront une plus grande participation de la société civile aux débats sur la politique économique.
- # **Le Centre de documentation sur l'agriculture urbaine et la foresterie.** Le Resource Centre on Urban Agriculture and Forestry (RUAF) est à la disposition des autorités municipales, des décideurs et d'autres intervenants désireux de favoriser l'essor de l'agriculture urbaine. Bien que les gouvernements reconnaissent la contribution des citadins-agriculteurs à l'économie locale et à l'assainissement des villes, beaucoup doivent lutter pour que l'agriculture fasse l'objet d'une gestion viable en milieu urbain. Le Centre de documentation est l'une des ressources administrées par l'initiative de programme Agriculture urbaine du CRDI.



Le CRDI et l'ACDI

Le CRDI et l'ACDI entretiennent une relation tout à fait unique. Souvent, les recherches subventionnées par le CRDI ont fait ressortir la nécessité d'activités de développement dont l'ACDI a par la suite assuré le financement. Depuis leur création, les deux institutions ont collaboré à des projets dans des domaines aussi variés que la réduction de la pauvreté, la santé des femmes et la gestion de l'environnement en Ukraine. Siégeant au Conseil des gouverneurs du CRDI, Len Good, le président de l'ACDI, peut faire part de ses vues sur les programmes du Centre. Au cours de la dernière année, les cadres supérieurs des deux institutions se sont réunis pour discuter de leurs orientations stratégiques et des domaines dans lesquels ils pourraient accroître leur collaboration.

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), qui réunit 58 organisations des secteurs public et privé soucieuses de soutenir la recherche agricole pour les fermiers des pays en développement, illustre bien ce partenariat entre le CRDI et l'ACDI. L'agriculture joue encore un rôle capital dans le développement des pays pauvres, où plus de 70 p. 100 de la population tirent de la terre leurs moyens de subsistance. En qualité de membres du GCRAI, l'ACDI et le CRDI contribuent au développement d'une agriculture viable fondée sur une gestion écologiquement rationnelle des ressources naturelles. Les agriculteurs canadiens en profitent également. Grâce aux travaux entrepris dans deux des 16 centres internationaux de recherche agricole du GCRAI, par exemple, les fermiers de la Saskatchewan peuvent maintenant remplacer la culture du blé et du canola par celle, plus rentable, du pois chiche. En 1995, on ne cultivait dans la province que 200 acres de pois chiches. Cinq ans plus tard, le Canada était devenu le plus grand exportateur de pois chiches au monde. Ses ventes ont dépassé les 160 millions \$ en l'an 2000 : 98 p. 100 des pois chiches du Canada proviennent de la Saskatchewan.





12

LE CANADA ET LE SUD DANS UNE AVENTURE COMMUNE

La nécessaire réciprocité en matière de recherche

Dans des allocutions prononcées lors de conférences de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) et de l'Université Ryerson, la présidente du CRDI, Maureen O'Neil, a indiqué aux universités comment utiliser une partie de la « manne » qu'elles recevront de la Fondation canadienne pour l'innovation et du Programme des chaires de recherche du Canada pour accroître leur collaboration avec les chercheurs du Sud. Ces nouvelles sommes d'argent, a-t-elle dit, offrent aux universités « une occasion sans précédent de penser de manière plus globale les collaborations en recherche ».

Le CRDI a compris il y a vingt ans déjà la nécessité de relier les institutions de haut savoir du Canada et des pays en développement quand, à la demande du gouvernement, il a créé un programme de coopération destiné à favoriser les rapprochements entre les établissements de recherche. Il acquiesçait ainsi à une proposition présentée en 1979 par les pays en développement à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, demandant « l'établissement de liens directs entre la recherche et les systèmes de développement des pays industrialisés et les pays en développement ». Désormais, les partenariats entre chercheurs du Sud et du Canada font partie intégrante des programmes du CRDI : en 2000-2001, par exemple, le Centre a affecté environ 13 p. 100 de son budget au soutien de la collaboration canadienne. Et si cette collaboration devait d'abord aider les pays en développement à rattraper leur retard scientifique et technologique, elle se justifie tout autant aujourd'hui par les défis que pose la mondialisation.

FORGER DE VASTES ALLIANCES

Ces liens avec les chercheurs du Sud se bâtissent sur l'intérêt certain que les Canadiens portent au monde en développement. Pour étayer encore davantage cette bonne entente, le CRDI veille à ce que différents groupes du Canada contribuent à la coopération

internationale et profitent de ses retombées. Prenons l'exemple des universités : le CRDI a aidé à améliorer la spécialisation en développement en contribuant à l'établissement de chaires à l'Université de la Colombie-Britannique et à l'Université Laval. Il apporte également une contribution financière à la transformation du Centre d'études sur les régions en développement de l'Université McGill en un centre de recherche interuniversitaire pour les études internationales, dont font partie trois autres universités québécoises. Et il en est à la deuxième phase d'une initiative menée conjointement avec le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada : les bourses de recherche du programme « Le Canada dans le monde ».



La contrepartie du « Canada dans le monde », c'est le monde dans le Canada. Et ce monde est représenté par une foule d'institutions et d'organisations. Certaines, dont l'AUCC, le Conseil canadien pour la coopération internationale et l'Association canadienne d'études du développement international, assurent au CRDI une liaison avec divers groupes — respectivement des universités, des organisations non gouvernementales et des spécialistes du développement. D'autres suscitent

l'intérêt par les moyens novateurs qu'elles appliquent pour inciter les citoyens, et surtout les jeunes, à s'intéresser aux questions internationales — depuis les bourses pour les journalistes jusqu'aux tournées pancanadiennes du Jeu sur les changements à l'échelle planétaire, un programme interactif d'éducation sur les questions environnementales. Des jeunes d'Okotoks, en Alberta, qui ont participé à ce jeu, disent qu'il les a aidés à mieux comprendre les grands défis qui se posent à eux aujourd'hui et se poseront plus tard, comme citoyens du monde. Sur un plan plus personnel, ils ont pris conscience de l'importance de la coopération, de la communication et de la responsabilité.

APPROCHES DIVERSES, NOMBREUX BIENFAITS

Les Canadiens et leurs homologues du Sud ont tout à gagner des partenariats, et ceux-ci prennent bien des formes. En voici quelques exemples.

Une éducation transnationale pour un développement durable

Comment les collectivités peuvent-elles participer à l'économie mondiale tout en maintenant des pratiques respectueuses de l'environnement qui permettront un développement durable ? C'est à cette question que 174 spécialistes de diverses disciplines, provenant de 31 pays, ont tenté de répondre en août 2000 en réfléchissant aux moyens de concilier exploitation des ressources naturelles et tourisme en Colombie-Britannique. En 1998, ces participants au programme Leadership for Environment and Development (LEAD) International s'étaient penchés sur les problèmes complexes posés par la gestion de l'eau sur le plateau de loess, en Chine. Créé en 1991 par la Fondation Rockefeller, LEAD a pour mission de relier dans un réseau mondial des leaders capables d'élaborer des politiques mettant l'accent sur l'utilisation viable et équitable des ressources de la planète. Le Canada a été le premier pays industrialisé à se joindre à LEAD en 1994. LEAD International compte



aujourd'hui 12 membres et rejoint ainsi plus de 40 pays; 85 Canadiens ont participé au programme LEAD Canada avec l'aide du CRDI.

Former les formateurs : une nouvelle université apprend à faire de la recherche

Le procédé est souvent tout aussi important que le contenu. Cela est certainement vrai pour un projet communautaire de gestion des ressources naturelles au Laos, auquel participent l'Université York (Canada), l'Université de Sydney (Australie), l'Université de Chiang Mai (Thaïlande) et l'Université nationale du Laos. L'objectif est de renforcer les capacités de recherche à la toute nouvelle Université nationale en réalisant de petits projets sur la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire, deux questions capitales pour la population, majoritairement rurale, du Laos. Parce que les membres de cette université ont encore peu d'expérience en recherche, on vise surtout à leur enseigner — en laotien — diverses notions et méthodes de recherche appliquée. Fait tout aussi important, explique le chef du projet, Peter Vandergeest, de l'Université York à Toronto, le projet les aide à mieux comprendre le rôle crucial que les universités peuvent et doivent jouer au pays — en générant, à l'échelle locale, des connaissances susceptibles d'influer sur la politique nationale. La participation de l'Université de Chiang Mai, établissement rural devenu centre régional, est essentielle à cet égard. Comme le fait remarquer Vandergeest, « il est très gratifiant d'avoir l'occasion de connaître un nouveau pays, de nouveaux enjeux, un nouveau contexte ». Le projet est également financé par le Rockefeller Brothers Fund et le East-West Center (Hawaï).



Un projet primé à Cuba

Au cœur de La Havane, à Cuba, 170 000 personnes s'entassent dans de vieux immeubles insalubres qui couvrent un territoire d'à peine plus de trois kilomètres carrés. Les services municipaux sont limités, la maladie et la violence y sévissent. Pour redresser la situation, la municipalité a lancé, en 1996, un projet pilote d'assainissement du quartier de Cayo Hueso, mis en œuvre par et pour la collectivité. L'Institut national pour l'hygiène, l'épidémiologie et la microbiologie (INHEM) et l'Université du Manitoba ont procédé à l'évaluation des besoins afin d'aider à déterminer le meilleur usage possible des rares ressources dont dispose ce district.

L'INHEM et l'Université du Manitoba continuent de travailler ensemble, ainsi qu'avec les comités de citoyens et les groupes communautaires intéressés par le développement, à l'évaluation du projet. L'Université a apporté sa connaissance d'un nouveau champ de recherche et aidé à élaborer des méthodes permettant de déterminer l'efficacité des mesures prises pour améliorer la vie à Cayo Hueso. Jean Lebel, chef de l'équipe Écosanté du CRDI, souligne que les équipes de recherche de Cuba et du Manitoba s'estiment toutes deux chanceuses d'avoir pu contribuer à la mise au point d'une méthode d'avant-garde dans un nouveau domaine : l'application d'une approche écosystémique de la santé humaine. En fin de compte, dit-il, « la communauté scientifique dans son ensemble et plusieurs autres pays qui connaissent le même genre de problèmes de développement pourront en profiter ». En janvier 2001, le projet a reçu le prix de l'Académie cubaine des sciences (catégorie Santé), l'un des plus prestigieux prix scientifiques décernés par Cuba.

15





16

LES CHERCHEURS DU SUD UNISSENT LEURS FORCES

S'entendre pour préparer l'avenir

Partout dans le Sud, des chercheurs s'ingénient à trouver des moyens de régler les problèmes de développement auxquels leurs pays font face. Leur tâche est d'autant plus difficile que, souvent, ils sont isolés de leurs collègues des autres régions, soit parce qu'ils travaillent dans des localités éloignées, soit parce qu'ils manquent des ressources matérielles et financières voulues pour communiquer avec ceux et celles qui ont les mêmes objectifs qu'eux.

Ils auraient pourtant tout à gagner à s'informer mutuellement de leurs expériences et à travailler de concert. Les chercheurs du Sud connaissent les réalités du Sud mieux que quiconque, et il est fort probable que ce qui est fructueux ou utile dans un pays le soit dans un autre. En outre, il est logique de mettre en commun les talents et les ressources pour tenter de trouver une solution à des problèmes communs, non seulement parce que ces ressources sont rares, mais parce que certains problèmes — qu'ils relèvent de la géographie, de l'hydrologie ou de l'économie — transcendent les frontières nationales.

Convaincu de l'importance de la recherche dans le Sud, par le Sud et pour le Sud, le CRDI aide les chercheurs de différents pays à travailler à la solution de problèmes communs. Il le fait notamment en favorisant la création de réseaux de recherche et en mettant en contact des partenaires de divers pays préoccupés par les mêmes questions.

DES SCIENTIFIQUES PALESTINIENS ET ISRAËLIENS S'EFFORCENT DE PROTÉGER DES SOURCES D'EAU ESSENTIELLES



Israéliens et Palestiniens tirent leur meilleure eau potable du même aquifère. Si on pompe trop d'eau ou qu'on en fait mauvais usage, ce terrain perméable risque d'être irrévocablement gâché — asséché, pollué ou contaminé par l'eau salée. Depuis 1993, des chercheurs d'Israël et de Palestine travaillent, avec le soutien du CRDI, à mettre au point une approche pour la cogestion de l'aquifère de montagne qui traverse en grande partie leurs deux territoires. Ce projet est manifestement dans leur intérêt commun et les chercheurs, auparavant isolés, ont continué à collaborer ensemble malgré les ruptures des pourparlers de paix.

Situé sous la chaîne centrale de montagnes, cet aquifère s'étend sur 150 kilomètres, depuis la Cisjordanie jusqu'en Israël. Comme ils en comprenaient mal les propriétés (la plupart des eaux s'écoulent d'est en ouest, vers Israël, mais une partie s'écoule en sens inverse, vers la Palestine), les chercheurs ont d'abord procédé à une analyse hydrologique. Puis, ils ont mis au point un modèle détaillé pour une gestion conjointe et écologiquement rationnelle

de l'aquifère, dont ils ont recommandé l'adoption aux décideurs des deux territoires. Ils ont accordé une attention toute particulière à la gestion durant les périodes de sécheresse, fréquentes dans la région. Pour ce projet, qui a pris fin en 1999, le CRDI a accordé son soutien aux chercheurs de Palestine; la Fondation Charles R. Bronfman (CRB) en a, quant à elle, financé la composante israélienne.

DES CHERCHEURS LATINO-AMÉRICAINS S'INTÉRESSENT AUX NÉGOCIATIONS SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

Quand vient le temps de participer à des négociations sur le commerce international, les pays en développement sont grandement désavantagés. Les pays du Nord recourent aux services de centaines d'analystes qui examinent le commerce régional et mondial sous tous les angles, et leurs représentants se servent de ces analyses aux tables de négociations. Les représentants du Sud, eux, sont moins bien préparés et disposent de beaucoup moins d'outils adaptés aux réalités de leurs pays. Dans l'atmosphère tendue des négociations, ils sont donc moins en mesure de contrer les menaces et de saisir les occasions dont ils pourraient tirer parti.

Le Réseau latino-américain sur le commerce (RLC), créé en 1998 avec le soutien du CRDI, réunit des chercheurs et des chargés de politiques capables d'étudier les questions relatives au commerce d'un point de vue latino-américain. Qu'il s'agisse de normes du travail, d'environnement ou de concurrence, ce groupe analyse les questions importantes à l'ordre du jour des pays de la région ou de l'Organisation mondiale du commerce. Plusieurs gouvernements latino-américains ont tenu compte des analyses du RLC dans l'élaboration de leurs politiques, et les négociateurs s'en sont également servi. En fait, les chercheurs de ce réseau sont parvenus à déterminer des questions d'intérêt commun et à faire ressortir les possibilités de coalitions. Le réseau a également aidé à élargir le débat sur les questions touchant le commerce en Amérique latine. Diana Tussie, chargée de projet et agrégée supérieure de recherche à la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO), en Argentine, affirme : « Le RLC nous donne l'occasion de débattre directement de questions dont les diplomates estiment qu'elles ne sont pas de leur ressort. Il existe désormais un réseau de gens qui estiment pouvoir s'entendre et faire avancer les choses, sur le terrain, avec le soutien de leurs collègues. »

Le RLC bénéficie de l'appui d'autres organismes, notamment la Banque interaméricaine de développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Instituto para la Integración de America Latina y el Caribe, l'Institut international du développement durable et la Fondation Ford.





EMPÊCHER LA DÉGRADATION DES PLUS HAUTES MONTAGNES DU MONDE

L'Himalaya et son prolongement, l'Hindu Kuch — la plus haute région montagneuse du monde — s'étendent sur 3 500 km de long et huit pays, de l'Afghanistan à l'ouest jusqu'au Myanmar à l'est. Ces montagnes ont des effets déterminants sur la vie des 140 millions de personnes qui y vivent et sur celle des 420 millions d'autres qui habitent plus bas, dans les plaines et les bassins fluviaux. Or, l'épuisement rapide des ressources naturelles — sol, eau, forêts, pâturages et biodiversité — risque d'être catastrophique pour ces populations.

En raison de l'interdépendance des éléments de ce système (on sait, par exemple, que la construction d'un barrage dans un pays modifie l'approvisionnement en eau dans un autre pays), l'adoption d'une approche fragmentaire des problèmes ne permet de traiter que les symptômes et non les causes. Pour mettre au point une approche intégrée qui favorise une gestion durable des montagnes — sans perdre

de vue les réalités microsociologiques, c'est-à-dire la situation des habitants de la région —, le CRDI a réuni des chercheurs de la Chine, de l'Inde, du Pakistan et du Népal. Ceux-ci font porter leurs travaux sur l'étude des petits et moyens bassins hydrographiques. Ils ont d'abord recueilli des données de base et mis en place des mécanismes permettant de suivre de près la dynamique entre l'activité humaine et l'environnement. Déjà, ils ont pu constituer la plus vaste base de données hydrométéorologiques de la région. Ces données ont été utilisées pour de nombreux projets de développement communautaire visant notamment à réhabiliter les terres dégradées, à limiter l'érosion des sols et à faire face aux pénuries d'eau potable et d'eau d'irrigation. Les recherches ont également influé sur les politiques nationales. Ce projet reçoit aussi le soutien de la Direction du développement et de la coopération de la Suisse.

COORDONNÉES DU CRDI

Siège social

Centre de recherches pour le développement international

Division des partenariats et du développement des affaires (DPDA)

Direction générale des programmes et des partenariats

Adresse postale : BP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

250, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada K1P 6M1

Tél. : (+1.613) 236.6163

Télec. : (+1.613) 563.0815

Courriel : pbdd@idrc.ca

Web : www.crdi.ca

